

# DE LA FIN DE L'EMPIRE À LA RÉPUBLIQUE CENTENAIRE

## L'HOMME MALADE DE L'EUROPE

**1853** Lors d'une audience qu'il accorde à l'ambassadeur britannique, le tsar de Russie Nicolas I<sup>er</sup> décrit l'Empire ottoman, qui ne cesse d'accumuler les revers militaires, les pertes de territoires et les difficultés financières, comme « un homme malade, un homme très malade ».

**1876** **Décembre.** Le sultan Abdülhamid II promulgue une Constitution monarchique et convoque un Parlement. Il les suspend en 1878 pour rétablir son pouvoir absolu. Le retour à un ordre constitutionnel devient l'exigence principale des jeunes élites turques qui plaident pour des réformes afin de sauver l'Empire.

**1876-1878** Guerre russo-turque, et défaite des Ottomans. Le traité de San Stefano (mars 1878) entérine l'hégémonie russe sur les Balkans et le Caucase. Il est modifié par le traité de Berlin (juin 1878), qui accentue le démembrement de l'Empire.

**1908** **Juillet.** Révolution des Jeunes-Turcs. Abdülhamid II est contraint de rétablir la Constitution de 1876, avec un Parlement élu. À la fois ultranationaliste et réformateur, le mouvement des Jeunes-Turcs, dont le nom officiel est Comité union et progrès (CUP), entend moderniser ce qui reste de l'Empire. C'est le CUP qui renverse le sultan en 1909 et prépare le génocide arménien.

**1912-1913** À l'issue des deux guerres balkaniques, la Turquie perd presque toutes ses possessions dans les Balkans et cesse d'être une puissance européenne.

**1913** **25 janvier.** Coup d'État mené par le trio de Jeunes-Turcs Ahmet Cemal, İsmail Enver et Mehmet Talat. Ils instaurent un régime dictatorial et accentuent la répression contre les Arméniens et les Kurdes. Le triumvirat décide en 1914 d'engager la Turquie aux côtés de l'Allemagne dans la première guerre mondiale.

**1915-1916** Le régime entreprend la déportation et le massacre de centaines de milliers d'Arméniens ottomans (génocide arménien).

**1916** **16 mai.** Les accords secrets Sykes-Picot, conclus entre la France et le Royaume-Uni, placent le partage des possessions arabes de l'Empire ottoman. La « grande révolte arabe » contre les Turcs éclate le mois suivant, encouragée par les puissances occidentales.

**1918** **30 octobre.** Armistice de Mudros et capitulation turque. Les Alliés occupent les pourtours de l'Anatolie. Les troupes grecques investissent la région de Smyrne (aujourd'hui Izmir) en mai 1919 et massacrent les populations civiles.

## CRIER D'INDÉPENDANCE

**1920** **25 avril.** Face aux velléités occidentales de dépecer la Turquie, la résistance contre les occupants est menée par le général Mustafa Kemal. **10 août.** La résistance de Kemal n'empêche pas les grandes puissances d'entériner le démembrement de l'Empire ottoman avec la conclusion du traité de Sévres. Ce texte réduit le territoire turc à la seule Anatolie occidentale et prévoit la création d'un Kurdistan autonome dans l'est du pays et la région de Mossoul. Kemal rejette le traité et lance la guerre d'indépendance contre les Grecs (soutenus par les Britanniques), qui prendra fin en 1922.

**1921** **Janvier.** Sur le plan intérieur, Kemal établit une Constitution provisoire qui répond aux attentes des milieux nationalistes et réformateurs.

**1922** **1<sup>er</sup> novembre.** La Grande Assemblée nationale abolit le sultanat. C'est la fin d'une dynastie fondée en 1299 par Osman I<sup>er</sup> (Othman) après sa victoire sur les Byzantins à Mécadène (aujourd'hui Bilecik).

**1923** **24 juillet.** Le traité de Lausanne supprime celui de Sévres et fixe les frontières de ce qui constitue l'essentiel de la Turquie actuelle. Les Grecs se retirent des territoires qu'ils occupent, à la faveur d'un échange de populations. Le nouveau texte ne prévoit plus d'État kurde. **Septembre.** Kemal fonde le Parti républicain du peuple (CHP) dont le programme vise à instaurer un régime républicain, laïc, nationaliste et moderniste. **29 octobre.** Proclamation de la République turque, dont Kemal est élu président. Ankara en est depuis la capitale.

## NOUVEAU RÉGIME ET MODERNISATION

**1924** **5 mars.** Mustafa Kemal met en place la séparation du religieux et du politique. Cela commence par l'abolition du califat, des tribunaux et établissements d'enseignement religieux et du ministère de la charia. Démis de son titre, le dernier calife ottoman, Abdülmecid II, s'exile en France. **30 avril.** Adoption de la nouvelle Constitution, qui institue un régime parlementaire à une seule Chambre. Le pouvoir exécutif est détenu par le président de la République, qui contrôle aussi le CHP.

**1925** **Février-avril.** Les autorités répriment une révolte kurde en Anatolie et mettent en place une administration militaire au Kurdistan turc.

**1926** Entrée en vigueur du nouveau code civil. Calqué sur la législation suisse, il supprime la polygamie et donne aux femmes les mêmes droits que ceux des hommes. Le nouveau code pénal s'inspire, quant à lui, de l'Italie mussolinienne.

**1928** Abolition de l'islam comme religion d'État et adoption de l'alphabet latin à la place de l'alphabet arabe («révolution des signes»).

**1930** **Été.** L'armée turque écrase dans le sang un nouveau soulèvement au Kurdistan.

**1934** **24 novembre.** L'Assemblée nationale donne le patronyme d'Atatürk («père de tous les Turcs») à Mustafa Kemal. **5 décembre.** Après avoir obtenu en 1930 le droit de voter aux élections municipales, les femmes acquièrent celui de participer à tous les scrutins nationaux et d'être élues.

**1937** **10 décembre.** Le principe de la laïcité est inscrit dans la Constitution.

**1938** **10 novembre.** Mort de Kemal. Son ancien premier ministre İsmet İnönü lui succède et devient chef du CHP.

## LE CAP PRO-OCCIDENTAL

**1939-1945** Malgré les sympathies d'une partie de la droite nationaliste turque pour l'Allemagne nazie, Ankara choisit la neutralité pendant la seconde guerre mondiale. Le pays s'engage symboliquement contre l'Allemagne et le Japon, le 25 février 1945. La Turquie adhère à l'Organisation des Nations unies (ONU) le 24 octobre 1945.

**1945** **Mars.** L'URSS décide de ne pas renouveler le traité d'amitié et de non-agression qui la lie à la Turquie depuis 1925. Moscou exige de participer à la défense des Détroits et une rectification en sa faveur de la frontière soviéto-turque. Ankara décide alors de renforcer sa coopération avec Washington.

**1<sup>er</sup> novembre.** Le président İnönü annonce l'avènement du multipartisme.

**1949** **28 mars.** Ankara reconnaît l'État israélien, créé l'année précédente.

**1950** **15 avril.** La Turquie adhère au Conseil de l'Europe.

**1952** **18 février.** À la faveur de sa politique pro-occidentale, la Turquie fait son entrée dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

**1953** **Octobre.** Après celle d'Icinkirik, en 1951, les États-Unis installent une base militaire à Izmir et concluent un traité d'assistance militaire avec Ankara.

**1955** **24 février.** La Turquie signe avec l'Irak le pacte de Bagdad à un accord militaire conçu par Washington et Londres pour contrer l'influence de l'URSS au Proche-Orient et faire pièce au panarabisme progressiste de l'Égypte de Gamal Abdel Nasser. Le Royaume-Uni, le Pakistan et l'Iran rejoignent l'alliance en juillet.

**1959** **31 juillet.** Ankara présente une demande d'association à la Communauté économique européenne (CEE).

**1960** **27 mai.** Le gouvernement Menderes, qui a mené une politique de libéralisation économique, est renversé par un coup d'État militaire et remplacé par un Comité d'union nationale dirigé par le général Cemal Gürsel (kemaliste).

**1961** **9 juillet.** Une nouvelle Constitution est adoptée par référendum. **5 octobre.** La République fédérale d'Allemagne (RFA) et la Turquie signent un accord à Bad Godesberg pour le recrutement de milliers de travailleurs, en majorité originaires d'Anatolie centrale.

**1962** **22 février.** La tentative de coup d'État du colonel Talat Aydemir échoue. Il essuie un nouvel échec, le 21 mai 1965, et sera exécuté en 1964.

**1963** **12 septembre.** Signature d'un accord d'association commerciale et économique entre la Turquie et la CEE (accord d'Ankara), en vue d'instaurer une union douanière, prélude à une adhésion à l'Europe communautaire.

## L'ARMÉE, MAÎTRESSE DU JOU POLITIQUE

**1965** **10 octobre.** Le Parti de la Justice, sous la houlette de Süleyman Demirel, remporte les élections législatives. Demirel devient premier ministre Proaméricain, chantre du tout-répressif, il entend restaurer l'autorité de l'État.

**1967** Création de la Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie (DİSK). Multiplication des mouvements de grève dans l'industrie.

**1968** **Avril.** Violents affrontements à Ankara entre étudiants de droite et de gauche, alors que les universités sont gagnées par la contestation.

**1970** **15-16 juin.** Soulèvement ouvrier à Istanbul, tandis que le pays s'enfonçait dans la récession. Les affrontements et les règlements de comptes sanglants entre les militants de droite et de gauche se multiplient.

**1971** **12 mars.** Sans mener de putsch, l'armée rend public un « mémorandum » qui exige des mesures fermes contre les désordres politiques. Demirel démissionne et les militaires imposent un gouvernement de salut public dirigé par Nihat Erim. Il instaure l'état de siège et organise la restauration de la contestation.

**1973** **Octobre.** Le candidat du CHP, Bülent Ecevit, soutenu par la gauche, remporte les élections législatives sans obtenir la majorité. Il prend la tête en janvier 1974 d'un gouvernement de coalition formé avec le Parti du salut national (MSP, religieux).

**1974** **Juillet-août.** La Turquie occupe le nord de Chypre après ce coup d'État sur l'île organisé par les colonels grecs au pouvoir à Athènes. Les Chypriotes turcs proclament leur territoire « État autonome de Chypre » l'année suivante. Cette occupation provoque de vives tensions avec Washington.

**1975** **31 mars.** Après six mois de crise politique, Demirel revient au pouvoir à la tête d'une coalition regroupant la droite et l'extrême droite. **25 juillet.** En réaction à l'embargo occidental imposé par Washington sur les armes après l'intervention à Chypre, Ankara prend le contrôle des bases américaines sur son sol. L'embargo sera levé en 1978.

**1977** **1<sup>er</sup> mai.** Des militants d'extrême droite ouvrent le feu sur une foule de cinq cent mille manifestants de gauche réunis dans la place Taksim, à Istanbul, faisant une quarantaine de morts. Les affrontements entre l'extrême gauche et la mouvance fasciste feront plusieurs milliers de victimes jusqu'en 1980.

**1978** **27 novembre.** Création du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui prône la lutte armée contre le pouvoir d'Ankara. **Décembre.** Massacre de Maras. Des groupes ultranationalistes attaquent des populations alevites et des militants marxistes-léninistes. Plus de 250 personnes sont tuées.

**1980** **12 septembre.** Coup d'État du général Kenan Evren qui entend ramener l'ordre et mettre fin «aux affrontements entre les extrêmes». Partisan de la manière forte, Evren destitue Demirel, dissout le Parlement, interdit les partis politiques, démantèle les syndicats et fait emprisonner des milliers de militants de gauche. Pour d'autres, ce sera le chemin de l'exil. La CEE suspend ses relations avec Ankara deux ans plus tard.

**1982** **7 novembre.** Une nouvelle Constitution est adoptée à la suite d'un référendum manipulé. Le général Evren accède à la présidence pour un mandat de sept ans, avec des pouvoirs étendus.

**1983** **6 novembre.** Retour au régime civil. Le Parti de la mère patrie (ANAP, conservateur) de Turgut Özal remporte les élections législatives.

**1984** **15 août.** Pour la première fois, le PKK lance simultanément plusieurs actions armées contre les forces de l'ordre turques.

**1987** **14 avril.** La Turquie dépose officiellement sa demande d'adhésion à la CEE. Elle sera rejetée en décembre 1989. **6 septembre.** Les restrictions politiques imposées par les militaires sont levées à l'issue d'un référendum populaire. Özal est reconduit dans ses fonctions en novembre, après la victoire de sa formation aux législatives.

## LES TEMPS INSTABLES

**1990-1991** **Avril-février.** La Turquie participe à la coalition internationale contre l'Irak pendant la guerre du Golfe.

**1992** **Octobre-novembre.** L'armée lance une offensive contre le PKK en territoire irakien. À partir de 1995, ses escadrons de la mort ensanglantent les régions kurdes de Turquie, faisant plusieurs milliers de victimes civiles.

**1993** **17 avril.** Mort du président Özal, qui est remplacé par Demirel. M<sup>me</sup> Tansu Çiller est la première femme à accéder à la tête du gouvernement.

**1994** **27 mars.** M. Recep Tayyip Erdoğan est élu maire d'Istanbul sous la bannière du Parti de la prospérité (Refah, islamiste).

**1995** **25 décembre.** Après son large succès aux élections municipales de 1994, le Refah s'impose aux législatives anticipées et domine le Parlement. Dans l'histoire de la Turquie, c'est la première fois que les islamistes enregistrent une telle victoire électorale. Elle inquiète les milieux laïcs, qui craignent la disparition de l'héritage politique d'Atatürk.

**1996** **1<sup>er</sup> janvier.** Entrée en vigueur de l'union douanière entre l'Europe communautaire et la Turquie. **8 juillet.** Le leader du Refah, Necmettin Erbakan, prend les commandes du gouvernement. Moins d'un an après, l'armée, en 1997,

rend public un « mémorandum » qui met en garde contre la remise en cause du legs d'Atatürk. Erbakan est poussé à la démission, parti de ses droits politiques, et son parti est dissous. La voie est libre pour M. Erdoğan pour diriger le courant islamdo-conservateur turc.

**1997** **20 juin.** Mesut Yılmaz (ANAP) est nommé premier ministre. Accusé d'entretenir des liens avec la mafia, il est remplacé en janvier 1999 par Ecevit.

**1999** **Février.** Le chef du PKK, M. Abdullah Öcalan, est capturé au Kenya par les services secrets turcs, américains et israéliens. Il est condamné à mort en juin, mais la sentence sera commuée en prison à vie en 2002.

**17 août.** Un tremblement de terre à Izmit, dans la région de Marmara, fait plus de dix-huit mille morts. La catastrophe suscite un élan de solidarité de la part des Grecs. **Décembre.** Le Conseil européen d'Helsinki décide d'accorder à la Turquie le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne.

**2000** **février.** Le PKK annonce la fin de la lutte armée. **Novembre.** Le pays est confronté à de graves turbulences financières après des défaillances dans le secteur bancaire.

## LE RÈGNE DE L'AKP

**2001** **14 août.** Création du Parti de la justice et du développement (AKP) islamdo-conservateur et, alors, proeuropéen, dirigé par M. Erdoğan.

**2002** **3 août.** Ankara adopte un paquet de réformes pour répondre aux critères d'adhésion à l'Union (abolition de la peine capitale, liberté de culte, autorisation de l'enseignement du kurde, etc.). **9 novembre.** L'AKP remporte les élections législatives anticipées. M. Abdullah Gül devient premier ministre. M. Erdoğan lui succède le 11 mars 2005.

**2003** **1<sup>er</sup> mars.** Le Parlement refuse le déploiement sur le sol turc de troupes américaines qui seront engagées dans l'invasion de l'Irak. **Printemps.** Début de la reprise économique. La croissance s'élève à 9,4 % l'année suivante. La nouvelle livre turque sera introduite en janvier 2005. **Novembre.** Des attentats-suicides contre des synagogues et des intérêts britanniques, menés à quelques jours d'intervalle et revendiqués par le parti d'État, font cinquante morts à Istanbul.

**2004** **7 mai.** Un amendement constitutionnel limite le rôle de l'armée dans la vie publique. **26 septembre.** Adoption de la réforme du code pénal, qui réprime notamment la torture ainsi que les crimes d'honneur et renforce les libertés individuelles. **17 décembre.** Le Conseil européen donne son feu vert à l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union avec Ankara à partir d'octobre 2005.

**2006** **Mars-avril.** Des affrontements entre Kurdes et forces de l'ordre à Istanbul et au Kurdistan font une vingtaine de morts. **Décembre.** La Turquie refuse de reconnaître Chypre comme entité unique et d'appliquer l'union douanière avec l'île, les négociations avec l'Union sont partiellement gelées.

**2007** **22 juillet.** Elections législatives anticipées, après la crise déclenchée par la proposition de M. Erdoğan d'être le président de la République au suffrage universel. L'AKP obtient 46,7 % des voix ; le premier ministre est reconduit. **28 août.** M. Gül accède à la présidence. En octobre, les Turcs approuvent par référendum (69 %) l'élection du chef de l'État au suffrage universel.

**2008** **30 juillet.** La Cour constitutionnelle annule les amendements du Parlement autorisant le port du voile islamique à l'université, le jugeant contraire au principe de laïcité. **Octobre.** Début du procès de 275 responsables militaires et politiques et d'intellectuels accusés d'avoir voulu renverser le gouvernement Erdoğan (affaire « Ergenekon »). Seize d'entre eux seront condamnés à la réclusion à vie en août 2013.

**2009** **10 octobre.** La Turquie et l'Arménie signent à Zurich (Suisse) un accord visant à normaliser leurs relations diplomatiques.

**2010** **51 mai.** Crise diplomatique entre Ankara et Tel-Aviv après la mort de neuf Turcs lors de l'attaque israélienne contre une flottille humanitaire en route pour Gaza. **Juin.** Reprise des affrontements entre l'armée turque et le PKK. Après des pourparlers engagés par le gouvernement et M. Öcalan, en décembre 2012, le chef rebelle appellera à une trêve en mars 2015. **12 septembre.** Le référendum sur la réforme de la Constitution, réduisant notamment les pouvoirs de la magistrature et de l'armée, est approuvé avec 58 % des voix.

**2011** **12 juin.** Victoire de l'AKP aux élections législatives, avec 49,9 % des suffrages et 326 sièges, devant le CHP (25,9 %, 112 sièges). M. Erdoğan est maintenu dans ses fonctions.

**2013** **28 mai.** Début du mouvement de protestation contre la destruction du parc Gezi, à Istanbul, dans le cadre d'un plan urbain. La mobilisation se transforme en contestation du pouvoir et provoque une violente répression par les forces de l'ordre.

**2014** **Avril.** M. Erdoğan est élu dès le premier tour de l'élection présidentielle après avoir remporté près de 51 % des suffrages exprimés, contre respectivement 58 % et 9 % pour M. Ekmeleddin İhsanoğlu et Selahattin Demirtaş.

**2015** **Juin.** L'AKP perd la majorité absolue au Parlement lors des élections législatives mais remporte tout de même le scrutin avec 40,87 % des scrutins. Cette défaite oblige M. Erdoğan à envisager des alliances avec d'autres partis politiques. **Juillet.** M. Erdoğan annonce la rupture des négociations avec les organisations politiques prokurdes et une guerre sans merci contre l'Organisation de l'État islamique (OEI) et le PKK. **10 octobre.** Un attentat à Ankara visant des manifestants du HDKP, le parti d'État kurde soutenant les Kurdes, fait cent deux morts.

**1<sup>er</sup> novembre.** L'AKP renoue avec la majorité absolue en remportant les nouvelles élections législatives. Le scrutin se tient dans un contexte de tensions politiques et de situation insurrectionnelle dans les régions kurdes. **24 novembre.** Deux F-16 de l'armée turque abattent un Soukhoï Su-24 de l'armée de l'air russe qui

PAR OLIVIER PIRONET ET YOUNESS MACHICHI BOUHLALI

avait pénétré dans l'espace aérien turc. Ankara invoque alors l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, qui requiert l'assistance de ses partenaires au sein de l'OTAN.

**2016** **18 mars.** Accord entre Bruxelles et Ankara au sujet de l'accueil de réfugiés syriens arrivant en Grèce en provenance de Turquie. Ankara s'engage à réguler ce flux et à accueillir les migrants expulsés, contre une enveloppe de 6 milliards d'euros. **15-16 juillet.** Échec d'une tentative de coup d'État militaire contre le président Erdoğan. Le putsch, dont le bilan est de 290 morts, débouche sur l'arrestation d'environ 7 500 militaires et l'instauration de l'état d'urgence. En août, Ankara lance un mandat d'arrêt contre M. Fevullah Gülen, à la tête d'une confrérie accusée d'avoir organisé le coup d'État. **24 août.** Ankara déclenche l'opération « Bouclier de l'Euphrate » dans le nord de la Syrie en visant essentiellement les Forces démocratiques syriennes (FDS), proches du PKK.

**2017** **16 avril.** Les Turcs approuvent par référendum (51,4 % des suffrages) une réforme de la Constitution renforçant les pouvoirs du président. L'opposition dénonce des irrégularités durant le scrutin et lors du décompte des voix.

**2018** **24 juin.** M. Erdoğan est élu président dès le premier tour face à M. Muharrem İnce. À la Grande Assemblée nationale, son parti, l'AKP, ne garde la majorité absolue que grâce à son alliance avec le Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite).

**2019** **9 octobre.** Lancement de l'opération « Source de paix » contre les FDS après l'offensive sur la bande syrienne d'Afrin en 2018, où étaient stationnées des forces kurdes. **22 octobre.** Accord de Sochi entre la Turquie et la Russie, qui définit les zones d'influence des deux puissances dans le théâtre d'opérations syrien.

**2020** **2 janvier.** Le Parlement donne son feu vert à l'envoi des troupes en soutien au gouvernement libyen d'alliance nationale établi à Tripoli et menacé par la dissidence du maréchal Khalifa Haftar. **8 janvier.** Mise en service du gazoduc Turkish Stream en partenariat avec la Russie.

**2021** **16-18 décembre.** Après ceux de 2005 et 2008, le troisième sommet de partenariat Turco-Arabe a lieu. C'est l'occasion pour M. Erdoğan de présenter un plan de coopération de quatre ans avec les pays du continent.

**2022** **17 août.** Reprise des relations diplomatiques avec Israël après douze années de rupture. **22 juillet.** La Russie et l'Ukraine, avec le soutien des Nations unies et de la Turquie, signent une initiative cœréalisée de la mer Noire, qui permet à Kiev d'exporter son grain via la mer Noire. Moscou quittera cet accord en juillet 2023.

**2023** **6 février.** Deux tremblements de terre frappent le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie. Le bilan de ces séismes est de plus de 50 000 morts, et des milliers de bâtiments sont détruits. **28 mai.** M. Erdoğan est réélu, au second tour et avec 52 % des voix, pour un troisième mandat présidentiel.